

Académie Pontificale des Sciences Sociales
XVI^e session, 30 avril — 4 mai 2010

Personnes et familles dans un contexte d'incertitude

Prof. Roland Minnerath
Archevêque de Dijon

I. La crise

La crise financière et économique qui se prolonge depuis deux ans a mis en évidence la distance grandissante entre les pratiques de la vie économique et la vision que développe la Doctrine sociale de l'Eglise. La crise n'est pas seulement liée à quelques disfonctionnements. Rien n'a d'ailleurs été corrigé. La sphère financière reprend son autonomie vis-à-vis de l'économie réelle. Le problème est dans la place qu'occupe l'économie dans le système social et partant, dans les mentalités. L'économie est malade parce qu'elle est devenu le tout de la vie sociale et de la vie tout court.

Nous avons subi les conséquences d'un système qui se dérègle parce qu'il échappe à tout contrôle. Nous avons aussi constaté que ce dérèglement est dû à la recherche de profits financiers à tout prix, sans contrepartie dans l'économie réelle. Ces pratiques ont mis à nu les limites d'un système où l'économie est l'horizon englobant de l'existence, soumettant à ses exigences la vie sociale et politique, c'est-à-dire la sphère où s'exerce normalement une activité volontariste des hommes dans la maîtrise de leur destin.

La seule maîtrise sur le système dérégulé de la finance mondiale a été l'intervention massive des Etats venus au secours des banques et de quelques grandes entreprises en faillite.

Ce qui s'est passé a mis à mal la théorie dominante du libéralisme économique, puisque le marché globalisé se voulait libre de toute ingérence des Etats et prétendait être en mesure de se réguler lui-même. Il a aussi montré les limites des conceptions anthropologiques sous-jacentes à cette conception de l'économie, à savoir l'individualisme forcené qui met l'individu sans liens ni obligations au centre de la toile du marché. La crise a été un naufrage du libéralisme absolu et un naufrage de l'individualisme post-moderne.

La notion même d'individu est en contradiction avec la conception catholique de la personne. L'individualisme postmoderne, quant à lui, est incompatible avec la notion de famille. Personne et famille sont selon la pensée catholique, deux données de la nature créée par Dieu et sont donc irréductibles à toutes les dérives conceptuelles et à toutes les déformations pratiques qu'on peut leur faire subir.

On peut soutenir que la personne et la famille sont absentes de pratique économique contemporaine, malgré les efforts de nombreux auteurs de les réhabiliter en théorie.

II. L'économie dans la doctrine sociale de l'Eglise

Qu'il me soit permis de rappeler d'un mot la place que l'économie tient dans la Doctrine sociale de l'Eglise. L'économie n'est pas le tout de la vie et de l'homme. L'économie est une activité que les hommes doivent organiser selon des principes éthique pour la mettre au service de la personne humaine. Ce n'est pas le système économique, quel qu'il soit, qui prime sur l'homme et ses besoins incompressibles. L'économie est cette dimension du bien commun qui doit être permettre à toutes les personnes et à leur famille de vivre de leur travail et de contribuer au progrès integral de tous les membres de la société.

La Doctrine sociale de l'Eglise place l'économie au rang des moyens pour atteindre l'objectif éthique qu'est le développement intégral de la personne humaine et du bien commun, les deux étant indissociables. La personne n'est pas réductible à son activité économique. Le bien commun ne se réduit pas à sa dimension économique. L'économie est située dans le champ de la responsabilité des personnes et des sociétés par rapport au bien commun. L'économie n'est pas une sphère autonome qui imposerait sa loi muette à la responsabilité politique chargée du bien commun.

L'économie doit mettre en œuvre deux paramètres et pas un seul seulement : la liberté d'entreprendre qui est une requête de la dignité de la personne et de ses associations ; et la gouvernance de l'économie par la fixation de priorité de développement et le contrôle de légalité de ses activités.

Le progrès n'est pas seulement matériel, il englobe tous les autres éléments qui entrent dans la vision d'une vie conforme à la dignité humaine. Dans la pensée catholique, personne et bien commun ne sont pas dissociables. Dans la pensée néo-libérale, l'individu est un centre d'appétits égoïstes. Il n'est pas membre d'une communauté dont il reçoit tous les éléments qui lui permettent de vivre, et au progrès de laquelle il est appelé à contribuer. Il est un concurrent des autres. Il conçoit sa liberté comme une liberté de se soustraire aux contraintes de la vie en société, non comme une liberté de participer à l'aventure commune.

III. Personnes et familles dans l'économie

La personne est par sa nature un être social. Le bien commun, c'est le bien de la personne en tant que membre de la société. Il n'y a pas de concurrence entre le bien de la personne et le bien commun. Le bien commun c'est l'ensemble des conditions qui permettent à la personne de se réaliser en tant que personne. Il n'y a pas de valeur sociale supérieure à la personne.

Or la personne naît dans une famille, est éduquée dans une famille. La plupart des personnes exercent leur activité économique comme membres d'une famille.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'abîme qui sépare la conception catholique de la famille de celle qui prévaut sous l'idéologie du genre. Le projet de tous les totalitarismes est de détruire la famille, pour régner sans partage sur les personnes. L'idéologie du genre est

un fruit de l'individualisme absolu qui n'admet pas de réalité reçue de la nature. Toute réalité serait création de la volonté humaine.

Nous avons devant nous un panorama plutôt diversifié de couples non mariés, des couples unis par un pacte de solidarité, des couples mariés, divorcés remariés, des familles dites monoparentale, des unions homosexuelles qualifiées quelquefois de mariages, avec ou sans droit d'adoption; beaucoup de familles recomposées. Pour nous, la famille fondée sur le mariage stable et l'accueil des enfants est la cellule naturelle inviolable de la société. Elle n'est pas un produit de la culture et de la société, mais une donnée. Donc la vie en société, en particulier l'économie, doit être ordonnée de telle sorte qu'elle permet l'épanouissement des personnes dans leurs familles.

Lorsque la Doctrine sociale de l'Eglise parle de la famille, elle est bien consciente que le modèle de la famille stable reposant sur la fidélité des époux est devenu rare dans la culture occidentale, même s'il y apparaît encore comme un idéal désirable. Si donc nous nous demandons quel est le comportement des personnes et des familles dans l'environnement économique incertain que nous connaissons, nous sommes bien conscients que nous décrivons un idéal plus qu'une réalité empirique.

On peut soutenir que le mépris de la personne entraîne le mépris de la famille, et que le mépris de la famille livre la société à l'empire du marché et de la recherche désordonnée du lucre pour le lucre. Nous savons que la société sans référence à l'éthique est prête à se livrer à l'idéologie, qu'elle soit collectiviste ou ultra-libérale.

Si l'on se place du côté de ce que l'économie devrait être, dans la vision de la Doctrine sociale de l'Eglise, il apparaît que les personnes et les familles ont un rôle primordial vis-à-vis de l'activité économique.

Le volume de travail fourni par une personne ou un groupe ne se résume pas au travail rémunéré. Le travail domestique représente une part importante de la charge de travail d'un ménage. Elever ses enfants à la maison est un travail qui a une porte sociale. Ce type de travail échappe aux comptabilités publiques et au PIB.

Le travail salarié d'une personne doit lui permettre de vivre décemment ainsi que sa famille. Les prestations familiales accordées aux familles nombreuses, les mesures fiscales sont des aides indirectes à ce que l'on appelait le « salaire familial ».

Notre collègue le Prof. Stiglitz dans son rapport sur la mesure du développement économique et du progrès social, a relevé ces insuffisances en ajoutant que les personnes ont une perception différentes des réalités que mettent en lumière les statistiques habituelles. Les mesures du PIB rendent mal compte des coûts environnementaux, de la distribution des revenus et des richesses ainsi que des inégalités qui sont voilées derrière les simples moyennes.

Les besoins de la personne ce sont les besoins qui personnalisent, qui rendent autonome et préparent les hommes et les femmes à se prendre en charge. Les besoins de la famille sont ceux qui permettent aux familles d'exister. N'oublions pas que le déclin de la famille au sens large vers la famille père-mère-enfant est dû aux conditions

de vie urbaine et à l'industrialisation. Le déclin de la famille, le nombre croissant de ménages célibataires ou monoparentaux sont dus à la difficulté de trouver un logement rapproché du lieu de travail. La vie dans les grandes villes a rompu tous les réseaux qui humanisaient les familles et les préservaient de l'isolement et de l'aliénation de l'anonymat. L'habitat, les techniques de communication, les médias, l'idéologie dominante, tout porte vers l'individualisme. La famille est dénigrée, même lorsqu'elle apparaît comme un refuge. C'est l'individu qui est courtisé par le marché, non la famille.

Pourtant, c'est dans la famille que l'être humain commence à se réaliser. La plupart des biens de consommation sont des biens qui s'adressent aux familles. L'économie de consommation, en misant sur l'individu, contribue à marginaliser les familles. La famille est le lieu où une alternative pour une économie du don, de la gratuité et du développement intégral peut prendre corps.

IV. Des choix économiques conformes à l'éthique

Plusieurs thèmes semblent liés à la question du comportement des familles dans la vie économique. Du point de vue normatif que décrit la Doctrine sociale de l'Eglise, il paraît urgent d'en retenir trois :

La personne et ses choix économiques. La personne devrait être considérée sous l'aspect de ses besoins fondamentaux. Ceux-ci sont énumérés dans les grandes Déclarations de droit : la vie, l'éducation, la nourriture, le logement.

Que voyons-nous ? La pauvreté dans les pays en développement comme dans les pays développés touche surtout les femmes et les enfants. Vivant dans des conditions précaires, des enfants ne peuvent avoir un développement normal, dans des logements exigus, privés de sommeil, de nourriture, d'affection. Le marché n'a pas été capable de répondre à ces besoins élémentaires.

Sous l'empire du marché-roi, des cibles de consommateurs de plus en plus précises ont été identifiées. Il s'agit de vendre aux enfants, puis aux adolescents, ce qu'ils désirent. Ces désirs sont eux-mêmes suscités par les médias. On a relevé que les jeux électroniques, les baladeurs, les blogs sur Internet visent surtout des individus isolés. Peu de jeux de société ou d'activités collectives sont l'objet de promotions. La technologie électronique isole les jeunes des autres et de leur famille. Bref, la production se règle en fonction des désirs qu'elle suscite.

Or les jeunes ont besoin de relations structurantes avec leurs parents, leurs enseignants, leurs camarades. L'éducation doit les former non à la satisfaction de tous les désirs, mais à la responsabilité en société. On nous dit que les jeunes lisent moins, ne savent plus l'orthographe, se construisent des relations fictives par leurs chats, alors qu'ils ignorent leur voisin le plus proche.

L'enfant à naître est lui-même devenu un enjeu économique. Il est planifié pour le moment où il cause le moins de gêne pour la vie professionnelle de la mère, ou du père

ou des deux. L'enfant est éduqué à la consommation facile. On ne lui refuse rien pour avoir la paix. Il consomme des images et des programmes de télévision. Il est virtuose d'internet, des blogs interactifs. Il paraît qu'il exige de porter des sous-vêtements de marque et qu'il juge ses camarades en fonction de leur habillement. Il est formaté pour être un consommateur d'idées sur mesure, de fastfood, de produits en vogue.

Si l'économie n'est pas le moteur premier de la vie sociale, l'enfant ne doit pas être l'otage des stratégies commerciales. Il faut affirmer avec force que le développement économique selon l'éthique du bien commun n'est pas concevable sans la participation des familles. La personne doit trouver sur le marché ce qui manque à sa croissance humaine et qu'elle peut s'offrir. Or le marché flatte l'ego, non la personne. Nos produits se vendent non en fonction de leur utilité réelle mais de la charge symbolique qui leur est attachée. Les spécialistes du marketing le savent bien. Une économie centrée sur la personne devrait permettre à des considérations de sobriété et non seulement d'image de revenir au premier plan.

L'économétrie n'enregistre que les éléments du PIB. Elle ne prend pas en compte les activités économiques non commercialisables, en particulier les services domestiques. On se contente de parler d'économie parallèle, englobant des activités aussi disparates que le bénévolat, le marché noir illégal et les services domestiques. Il est cependant indéniable que le travail domestique participe à la création de la richesse, non seulement matérielle, mais aussi immatérielle comme l'ordre et la paix sociale. Les services ne sont comptabilisés que s'ils sont rémunérés. Les services échangés à l'intérieur d'un ménage ne sont pas des productions enregistrées par le PIB. L'activité domestique des ménages intéresse l'analyse de la consommation, pas de la production.

La famille est-elle simplement une Institution non marchande, ou est-elle créatrice de richesses ? A partir des années 1970, des économistes s'intéressent à l'économie domestique. La mesure est le temps consacré aux activités intra familiales ou ménagères. Il s'agit d'activités par ailleurs indispensables. Le travail produit une valeur d'usage sans valeur extrinsèque (d'échange). On leur a donc attribué des prix fictifs. Les activités domestiques sont des substituts marchands de l'activité rémunérée. Elever des enfants est un investissement qui suppose des coûts initiaux élevés, mais des développements futurs incommensurables.

Les personnes et les familles sont aussi présentes dans la société par leur activité associative. L'activité associative bénévole développe des initiatives essentielles pour corriger les inégalités sociales, contribuer à la promotion humaine des plus démunis, créer du lien social. Elles sont l'expression d'une économie du don, compris comme échange non marchand, de savoir-faire, de formation, de réinsertion dans la vie sociale.

Dans la perspective du développement durable et de l'écologie, les décisions de la génération active hypothèquent la vie des générations à venir. On le voit pour la gestion des ressources de la planète et pour la dégradation de l'environnement. De même les politiques budgétaires structurellement déficitaires, solutions de facilité à court terme, sont désastreuses pour l'avenir. La solidarité intergénérationnelle exige que l'on ne fasse pas peser sur les générations montantes les conséquences de la

mauvaise gestion de ceux qui les précèdent.

L'approche du tout le domaine social par la personne et le bien commun est un rempart sûr contre la domination de l'idéologie. Aujourd'hui nous voyons deux types d'idéologie s'ériger en système englobant : le culte de la biodiversité et celui du développement durable. Les impératifs de respect de la vie sous toutes ses formes et de développement respectueux de l'environnement et de la nature sont devenus, dans de nombreuses prises de position de nouveaux Léviathan auxquels il faut sacrifier la personne humaine et sa dignité inaliénable. Ainsi le respect de la vie devient un culte de la vie en général, sans distinction du règne végétal, animal et humain. Les humains sont perçus comme des prédateurs de leur environnement, il faut donc en surveiller la croissance démographique, en limiter le nombre, au nom de la Terre ou de la Vie.

Nous sommes aux antipodes du paradigme biblique sur lequel la civilisation occidentale a vécu jusqu'ici. A savoir que Dieu a fait le monde pour le confier à l'homme créé à son image pour qu'il le cultive et le garde (Genèse 2,17). L'homme et la femme sont les coopérateurs de Dieu pour l'achèvement, le développement, le perfectionnement de la création. Ils ne sont pas des créatures quelconques puisqu'ils sont les seules à être douées de pensée et à pouvoir entretenir comme il convient des rapports humanisants avec leur environnement, en le respectant sans s'y soumettre pour autant comme à une nouvelle Idole.

Le rapport à l'économie est tout autre si on considère que l'économie est au service de la société et que la société est au service de la personne humaine.

Le but de l'économie est de permettre d'utiliser des ressources rares pour satisfaire des besoins humains. Le système doit être efficace : il doit permettre de satisfaire de vrais besoins sans gaspiller les ressources. Si tel est l'objectif, le marché ne peut être le seul régulateur entre ressources et besoins. Il faut le marché encadré par l'éthique. L'éthique c'est l'humain qui prend le dessus sur la position du plus fort qui oriente ses investissements, ses recherches, sa carrière uniquement en fonction de son intérêt privé et non de l'intérêt général. L'éthique n'est pas un discours extérieur par rapport au marché. Elle doit s'y inscrire. Mais l'éthique n'est pas non plus l'écho des intérêts sectoriels ou d'idéologies politiques. Elle nous met devant le fait de la non satisfaction des besoins élémentaires de beaucoup d'êtres humains alors que des richesses inouïes sont créées et distribuées entre ceux qui sont déjà largement pourvus.

Conclusion

L'attention portée ici à la personne et aux familles est le fruit d'une démarche éthique. La crise économique et financière a été un baromètre du mépris de l'éthique conçue comme devoir de donner à chaque homme la possibilité de satisfaire les besoins élémentaires que réclame la dignité humaine.

Nous avons bien dit que l'économie a vocation de créer des richesses. Il n'est pas question de céder à l'idéologie d'une masse limitée de biens à partager, bref à généraliser la pénurie. Il n'est plus possible de valider la théorie selon laquelle tous les

besoins solvables, y compris ceux qui procèdent des désirs subjectifs les plus futiles, sont des moteurs pour l'économie et contribuent à créer des richesses. L'éthique exige que tous les humains accèdent aux conditions de vie qui protègent leur dignité. Le marché doit donc être orienté vers la satisfaction des besoins de nourriture, de santé, de logement, d'éducation pour tous, avant d'engloutir ses ressources en intelligence, capital et matières premières dans des actions qui laissent la masse des hommes au bord de la route.

La compétence de l'Eglise est d'ordre éthique. Elle s'adresse donc à la conscience et au jugement des personnes. Aux personnes et aux familles d'intérioriser les valeurs et d'adopter les comportements qui seront susceptibles de changer leur rapport à l'économie. Si l'économie prend sa racine dans les comportements des personnes et des familles, elle peut être réorientée selon les critères éthiques inscrits dans le cœur de tout homme et que nous appelons la loi naturelle. Celle-ci demande que l'activité de production et de consommation n'oblitére pas tout le champ de la vie humaine, mais qu'elle soit organisée de telle sorte que les besoins humains fondamentaux soient satisfaits en priorité et que chaque personne puisse faire vivre sa famille de son travail.